



Pour donner à chacun le pouvoir de vivre *L'urgence d'un pacte social et écologique*

Rencontre du 5 février à Villeurbanne

Septième étape du Tour de France du Pacte du pouvoir de vivre

avec.

Laurent BERGER (CFDT), **Patrick DOUTRELIGNE** (UNIOPSS),
Claire HEDON (ATD Quart Monde), **Nicolas HULOT** (Fondation Nicolas HULOT),
Christophe ROBERT (Fondation Abbé Pierre)

Introduction

Sonia Paccaud CFDT Rhône

Bienvenue à vous toutes et tous, venus nombreux à ce rassemblement, l'une des dernières étapes du Tour de France du Pouvoir de vivre. Un remerciement particulier pour nos hôtes qui sont venus partager à la tribune leurs analyses et leurs espoirs.

Pierre Guillaume Pacte Civique e

Qu'êtes vous venus chercher ? Des paroles rassurantes sur le devenir de notre planète ou sur la cohésion de notre communauté nationale ? Des recettes infaillibles pour développer l'économie, lutter contre l'exclusion, assurer la justice sociale, enrayer le dérèglement climatique, ou simplement vous garantir un bonheur individuel sans nuage ? Ce n'est pas ce que nous vous proposons ce matin. Nous sommes à la fois plus modestes et plus ambitieux : modestes, car nous ne détenons pas LA solution à tous les défis que notre société doit relever ; ambitieux, car notre démarche vise, par la réflexion et l'action communes, une transformation profonde de notre société, de notre modèle de développement, de notre manière de vivre. Le pacte du pouvoir de vivre a été rendu public

il y a presque un an. Mais la démarche avait démarré 3 ans auparavant sous le nom des Places de la République. En réponse à une situation sociale inquiétante (menace terroriste, tentations de replis identitaires ...) , des organisations de la société civile s'étaient regroupées pour construire de la confiance du dialogue, du progrès. Dès l'automne 2016, nous nous sommes réunis à Lyon pour entamer un travail commun dans ce cadre. Fin 2018, la situation est comparable, sans doute en pite, avec de face à face pathétique entre un pouvoir politique isolé et le mouvement des gilets jaunes qui ne sait pas et ne veut pas négocier. C'est alors que prend corps la dynamique du Pacte du pouvoir de vivre.

Elle part de trois convictions partagées :

- Un modèle de société qui génère autant d'inégalités et d'injustices, met en péril la vie sur terre de nos enfants et petits enfants n'est plus un modèle. C'est un non sens.
- Nos organisations, à travers la défense au quotidien des salariés, des étudiants, des exclus, de la nature, des générations futures, de la démocratie... ont pour vocation de promouvoir l'intérêt général, celui de la société toute entière, sans exclusive, à court, moyen et long termes.
- Les politiques publiques décrétées d'en haut ne marchent pas. L'implication de toutes les forces vives de la société, en particulier de la société civile organisée que nous représentons, est indispensable pour construire des politiques publiques efficaces et combinant le social et l'écologique.

Fortes de ces convictions, nos organisations confrontant leurs valeurs, leurs analyses et leurs expertises, ont formulé à travers les 66 propositions pour donner à chacun le pouvoir de vivre, un véritable projet de société, qu'elles soumettent aux politiques mais aussi aux citoyens. Le rôle des citoyens en effet est essentiel pour enrichir nos propositions, les faire partager et accroître leur légitimité dans l'opinion. Tel est l'objectif principal de la table ronde de ce matin.

Christophe Robert Fondation Abbé Pierre

Le Pacte est né fin 2018 pour répondre aux Gilets Jaunes et aux multiples défis qu'ils mettaient en lumière. Comment sortir de toutes ces crises qui s'empilent ?

Nous voulions prendre la parole face à l'exécutif qui n'est pas à l'écoute du terrain, faire des propositions qui soient issues de ce terrain. Nous voulions sortir du cloisonnement, intégrer le temps long et des contraintes budgétaires de court terme.

Ensemble, nous étions 19 au départ, 54 aujourd'hui, nous nous retrouvons avec un socle de valeurs communes, une même vision de la transformation sociale. Nous voulons associer les citoyens à ce combat. Et cela fait du bien de partager cette vision systémique qui peut associer social et environnement.

Claire Hedon ATD Quart Monde

La lutte contre la pauvreté concerne tout le monde. Nous avons organisé nos propositions, découvert nos points communs. Les 66 propositions touchent beaucoup de sujets, ils veulent refaire société ensemble.

Nous sommes aujourd'hui 54 organismes et associations. Nous représentons des millions de personnes. Nous avons été reçus par Edouard Philippe en septembre. Il nous a proposé

un programme de rencontres qui s'est vite effiloché et puis arrêté. Nous avons reçu des éléments de langage, des promesses de réponses... et de rien de concret n'est arrivé. Il faut continuer à faire pression. Nous gênons car nous sommes nombreux et constructifs. Ainsi avons nous fait des propositions sur le budget 2020 sans résultat.

Nous demandons un partage du pouvoir. Mais le gouvernement n'est pas convaincu de l'intelligence collective.

Laurent Berger CFDT

C'est une unification des forces. Nous ne sommes pas que des travailleurs. Nous voulons nous loger, se déplacer, participer. Nos propositions ne sont pas nouvelles mais notre union crée un rapport de force pour nos valeurs partagées.

Nous portons l'ambition d'un autre modèle de société, un projet pour la France et l'Europe. Nos propositions sont atteignables. Notre apport principal est le fait que nous gérons la complexité.

Vouloir une production décarbonée a des conséquences sur l'emploi. En confrontant nos idées, nous comprenons la complexité et refusons d'arriver à la caricature et aux slogans. Nous avons dérangé parce que nos propositions sont crédibles et s'articulent entre elles.

Nous ne sommes pas une organisation mais nous avons créé un mouvement déclinable au plus près des lieux de vie et de travail. Nous proposons une société plus démocratique, plus ouverte, plus accueillante. La société civile entre le gouvernement et le peuple n'est pas morte !

L'accueil dans la dignité des migrants porte une vision ouverte de la société. La CFDT s'y associe pleinement.

Patrick Doutreligne (UNIOPSS)

L'UNIOPSS est l'union des associations non lucratives dans le secteur sanitaire et social. Nous regroupons 25 000 établissements. Nous avons défendu les propositions sur le grand âge et l'autonomie. Comment inventer un système qui donne droit à la dignité pour tous ? La tendance est à donner un socle minimal que chacun améliore comme il peut. Le basique doit être respectueux de chacun.

Cette question est dramatique car on ne donne pas les moyens pour soutenir un maintien à domicile complet. Il faut inventer des solutions.

En Australie, aux Etats Unis, la règle est « Débrouille toi seul ». Nous voulons autre chose. Quoi de mieux pour y répondre que de s'associer avec les Mutuelles et les Syndicats ?

La convention collective des aides à domicile est en dessous du SMIC. Il ne faut pas s'étonner qu'on ne trouve personne pour faire ce travail.

Nicolas Hulot (Fondation Nicolas Hulot)

Un rapport vient de rappeler qu'entre 2018 et 2020, les plus pauvres sont devenus plus pauvres, les plus riches encore plus riches. Il faut sortir du mensonge, faisons les choses en grand. Le citoyen observe que les politiques ne tiennent pas leurs promesses car tout un pan de l'économie échappe à la solidarité. Il nous faut des investissements pour éviter des dépenses futures.

Au gouvernement, tout est raisonné de façon paramétrique. Comment sortir de cette logique, des règles européennes qui freinent tout. Si nous ne bougeons pas, la situation sociale va empirer, l'environnement n'aura pas avancé.

Il faut changer d'échelle dans les investissements, de l'argent pour s'épargner des conséquences sanitaires et sociales graves.

La finalité écologique ne peut être punitive car cela conduit à un rejet. La majorité des impôts porte sur le travail. Ne peut-on déplacer le curseur vers les autres revenus non issus du travail.

L'approche actuelle conduit à une impasse sociale. Il faut que le politique se nourrisse de l'influence du terrain, des idées qui montent. Et que les citoyens comprennent la complexité du politique. Personne n'a l'exclusivité de l'intelligence. Il n'y a pas de problème pour trouver de l'argent.

Claire Hedon ATD Quart Monde

La suppression de la taxe d'habitation pour les 20% les plus riches va coûter 10 Milliards d'Euros. Les effets du réchauffement climatique sont plus forts chez les plus pauvres. Ainsi, la construction d'un métro conduit à des hausses de loyer qui les expulse de la zone bien desservie.

Dans le mouvement climat, les jeunes sont attentifs. L'arrivée du nième plan pauvreté ne dit rien sur la santé, le logement.

L'OFCE montre que depuis 2 ans, les 5% les plus riches ont capté 25% de la croissance.

ATD Quart Monde prend des forces en participant à ce mouvement du Pacte du pouvoir de vivre.

Christophe Robert Fondation Abbé Pierre

Le logement est un axe majeur. Il a impact sur la santé, la cohésion sociale. Le gouvernement refuse de voir cette complexité. Il a supprimé 5 Milliards au logement social, coupé les APL. Les bailleurs sociaux ne pourront que réduire la construction ou la rénovation de logements.

La grille d'analyse d'impact de ces mesures sur les 10% les plus pauvres aurait pu arrêter ces mesures. Mais ils ont supprimé l'ISF, remis une sorte de bouclier fiscal tout en refusant d'ouvrir le RSA aux moins de 25 ans.

La rénovation thermique est un enjeu écologique majeur. Il reste 7 millions de passoires thermiques en France. Ce peut être un levier positif de rénover massivement. Cela créerait un secteur nouveau dans le bâtiment et redonnerait du pouvoir d'achat aux ménages : un logement rénové redonne 900 € par an et par personne aux occupants. C'est énorme pour les plus pauvres.

La loi climat comporte une obligation de travaux pour les propriétaires de passoires thermiques mises en location. Passons à une obligation plus ferme.

Rénover 500 000 logements par an suppose d'accompagner les personnes qui sortent de leur logement au moins pour un temps. Il faut pour cela un grand service public de l'énergie. Depuis un an, nous nous apercevons qu'ensemble nous allons trouver une solution, placer au bon niveau l'aide et l'interdiction de ces passoires. Nous avons un levier qui permet une vraie ambition.

Conclusion : quel avenir au pacte su Pouvoir de Vivre ?

Laurent Berger CFTD

L'avenir, c'est notre volonté de travailler ensemble longtemps, peser sur les grandes décisions, peser en montrant qu'on ne lâchera pas ni en France ni en Europe.

Nous demanderons, interpellerons, suivrons. Titiller est insatisfaisant mais il faut continuer.

Les Municipales sont une occasion pour le pacte de servir de support à des objectifs locaux. On trouve parfois plus de volonté politique à ce niveau qu'au dessus.

Soyons présents sur la fiscalité, la distribution des richesses. Ce n'est pas simple. Mais redonnons nous la capacité d'agir. Il y a un an, le gouvernement nous refusait toute existence. Face au peuple, il a voulu donner des réponses tout seul.

C'est à nous de demander le partage du pouvoir. Unissons nos forces pour mieux et plus agir. Nos chapelles doivent s'unir. Nous sommes d'accord pour porter nos 66 propositions pour obtenir des résultats concrets.

On peut montrer une solution plus empathique, plus écologique, plus solidaire.

Nous avons tous évolué en travaillant ensemble. Je me sens plus riche humainement qu'il y a un an.

Ensemble, nous pouvons monter quelque chose de puissant. Commençons par les municipales. Si on partage les valeurs et les ambitions, le reste peut suivre.

Nicolas Hulot (Fondation Nicolas Hulot)

Je souhaite que ce pacte devienne une force irrésistible. Nous sommes a un point de bascule. Ne cédon pas au fatalisme qui est en fait la loi du plus fort. On voit dans l'humanité une part de solidarité, de générosité.

Voyons au delà des propositions qui portent notre vision complète de la réalité. A ce jour, tout nous conduit à nous opposer les uns aux autres. La culture de la polémique ne convient pas. Il faut jouer l'opportunité du moment, construire un récit commun. Unité ne veut pas dire uniformité. La forme est aussi importante que le fond. Remettons l'humain au dessus de tout.

Il y a un rapport de force entre ceux, minoritaires mais organisés, qui veulent accaparer le bien commun et ceux, majoritaires mais peu organisés, qui veulent préserver ce bien commun.

Le monde s'est connecté, il ne s'est pas relié. Les pauvres ne peuvent continuer à contempler les plus riches. Nous devons humaniser. J'espère que notre tentative va fonctionner.

Débat

Le cumul emploi retraites est autorisé sans aucune limite depuis 10 ans. Revenons à un encadrement avec un plafonnement.

Pourquoi ne pas plafonner la cotisation retrait des plus hauts salaires ?

Où en est la cinquième branche de la sécurité sociale sur l'autonomie.

Quelles modalités d'action commune au niveau local ?

Il faut insister sur la nécessité d'une éducation à la transition, sur le besoin de diversité des espèces.

Laurent Berger CFTD

Le Pacte a besoin de moyens. Nous allons porter des pactes locaux. Le 5 mars, nous allons esquisser des propositions qui pourront être mises en œuvre localement. Nous resterons sur les grandes idées pour laisser la place aux initiatives locales.

Les 66 propositions ne sont pas figées. A vous de les transformer en actions.

Le système de retraite est globalement peu redistributif. Les plus riches sont aussi ceux qui vivent le plus longtemps.

Le gouvernement fonctionne en ce moment selon : « Dites moi ce qui vous manque, je vous dirai comment vous en passer. »

Le gouvernement ne veut pas de charges supplémentaires. Il faudra se battre pour le cinquième risque.

Nicolas Hulot (Fondation Nicolas Hulot)

Si le citoyen n'est pas mieux associé au changement on n'arrivera pas à entrer dans la transition écologique. Aujourd'hui, les rapports du Comité Economique, Social et Environnemental sont très bien mais ils ne sont jamais mis en œuvre.

De même, la conclusion d'une réunion avec le gouvernement ne peut plus être écrite avant la réunion.

Notre mobilisation de la société est un bras tendu au gouvernement.

L'école doit jouer un rôle sur l'environnement. Aujourd'hui, il est seulement optionnel à l'ENA. Ailleurs, cela dépend du bon vouloir de l'enseignant.

On a investi 700 Millions Euros pour réduire l'utilisation de pesticides de 25%. A l'échéance de l'action, les volumes avaient monté de 25%. Il est bien de dire qu'on cesse l'utilisation du glyphosate. Mais il faut tout de suite parler avec les paysans sur les effets secondaires de ce retrait dans leurs cultures.

Le futur n'est pas représenté dans notre démocratie : nous devons prendre en compte les générations futures dans nos raisonnements et nos décisions.

Qu'en est-il du pacte vert de la nouvelle commission européenne ?

Pouvons nous espérer que des entreprises rejoignent le pacte ?

Le budget 2020 des hébergements d'urgence a été fixé à 50% des besoins. A Lyon, les besoins sont couverts à 30%.

Le délai de carence pour l'accès à la santé des migrants est passé à 90 jours. C'est une absurdité en matière de prévention. Cela génère des problèmes pris plus tard et plus coûteux à traiter.

Le pouvoir de vivre dignement passe par des revenus qui génèrent des retraites, donne accès au logement aux soins.

Nicolas Hulot (Fondation Nicolas Hulot)

Pourquoi les partis politiques ne font-ils pas comme le monde civil ? Il y a un moment de débat nécessaire. Mais en cas de crise, il faut un peu plus écouter l'autre et sortir du refus systématique sous prétexte d'être dans l'opposition.

L'écologie conditionne tous les autres débats. Nous ne pouvons compromettre notre futur. Aujourd'hui, il est sous traité à la seule majorité. Les autres s'en détournent. Il y a un besoin de changement des pratiques politiques. Nous sommes en état de guerre... et l'ennemi, c'est nous !

Laurent Berger CFDT

Nous avons une belle opportunité avec la nouvelle commission sur la lutte contre les pauvretés, sur le green deal. Nous trouvons ce dernier insuffisant. Mais il y a une volonté politique, il faut y aller. Et il faudra plus de 1000 Milliards d'investissements.

Mais on ne peut pas être européen à Bruxelles et nationaliste à Paris. Sur les pays cherchent à réduire leur contribution à l'Europe, cela ne marchera pas.

La question du partage des richesses dans l'entreprise est essentielle. Cela s'appelle le salaire.

Sur les réfugiés, la situation actuelle est honteuse. Dire que 60% de la population pense que le gouvernement est trop laxiste est faux. La réponse dépend de la question et de la manière dont elle est posée. C'est un combat citoyen. Les migrants sont une chance, pas un risque.

Mais à chaque fois que l'insulte l'emporte sur l'intelligence, nous nous divisons. Nous, nous cherchons à construire l'unité.

Claire Hedon ATD Quart Monde

Un revenu universel en dessous de 850 € par mois n'assure que la survie. Aujourd'hui, il est question de 480 € plus les Allocations Pour le Logement. Nous hésitons à rester dans les réunions où il n'y a qu'un simulacre de concertation. Les intéressés veulent d'abord travailler. L'expérience 0 chômeur de longue durée crée des emplois. Elle fonctionne mais il faut plus que 18 000 € par an par chômeur de longue durée.

Nous voulons que les 10 expériences en cours dont une à Villeurbanne Saint Jean soient étendues à plus de 100 territoires.

La question migratoire est au cœur de nos questions, Tout report de soin coûtera plus cher. Mais cela fait bien politiquement. Le discours de Macron sur notre responsabilité d'assurer un traitement digne n'est pas suivi d'actions, au contraire.

La différence est une richesse. Si nous en sommes convaincus, faisons le et faisons le savoir. Personne ne pourra nous arrêter.

Nicolas Hulot (Fondation Nicolas Hulot)

La Méditerranée est le linceul de la dignité européenne. Je crois en l'Europe et j'ai peur qu'elle ne réponde pas à nos propositions. Qu'elle mette seulement fin à l'optimisation fiscale qui redonnerait de l'air à nos gouvernements.

Pierre Guillaume Pacte Civique

Nous venons de vivre un rare moment de rassemblement, de discernement et d'espoir. Oui, notre société a besoin d'initiatives nouvelles, de constructions collectives sérieuses et durables, ne cédant ni au sectarisme, ni au renoncement. Développons ensemble, mettons en oeuvre ce Pacte du Pouvoir de Vivre social et écologique, ici et maintenant.

Sonia Paccaud CFDT Rhône

Ici, dans le Rhone, nous coopérons dans le cadre des Places de la République, puis du Pacte du Pouvoir de Vivre depuis plus de 3 ans. Nous avons appris à nous connaître, à collaborer, à nous apprécier, en construisant ensemble un certain nombre d'actions, notamment à l'occasion des campagnes électorales.

Ces actions cherchent à permettre aux militants de nos organisations de sortir de leur silo, d'élargir leur point de vue, de donner du sens à leur action quotidienne ; mais également développer la citoyenneté dans une démarche proche de l'éducation populaire ; permettre à chacune et à chacun, notamment pendant les campagnes électorales, de mieux appréhender les enjeux, de débattre, de se forger au delà des slogans et des idées toutes faites, une opinion personnelle solide et argumentée.

'est dans cette esprit que nous abordons la campagne métropolitaine et organisons u débat avec des représentants des principales listes le 18 février à l'espace citoyen du 8^{ème} arrondissement.

Jean Paul Kovalevsky
Club Convaincre